

# Le travail social, un minimum syndical

Malgré une évidente complémentarité, les travailleurs sociaux ne sont pas plus syndiqués que la moyenne nationale. Beaucoup ne se considèrent pas comme des travailleurs comme les autres et la réalité de l'action syndicale leur est méconnue.

« **D**ans le centre où je bossais, on était plusieurs toujours à râler. Et puis quelqu'un a dit, "au lieu de vous plaindre, vous feriez mieux d'agir. Il y a un truc qui existe depuis cent ans et qui s'appelle l'action syndicale. Organisez votre contestation et montez un syndicat". Alors, on a monté notre section. On n'était que cinq sur cinquante salariés. "C'est génial", nous a-t-on dit à l'union départementale. C'est énorme dans une boîte d'être 10 % de syndiqués. » Nicolas Gaillard, ancien éducateur et aujourd'hui formateur à la Scop l'Orage, se souvient à quel point il avait trouvé ça « navrant » et « mal barré ». Son témoignage ne fait pas exception au ressenti général dans le travail social. Ici aussi, les taux de syndicalisation sont qualifiés de « pas bons » ou « se situent dans la moyenne nationale » pour s'exprimer plus pudiquement. Soit aux alentours de 8 %. Et trois fois moins qu'il y a trente ans. Certes, cette désaffection pour le syndicalisme concerne toutes les branches professionnelles et s'inscrit dans un mouvement national. Mais n'y a-t-il pas, à l'endroit de l'action sociale, des particularités, des spécificités

et une dynamique à l'œuvre, propre au secteur ? Car si le syndicalisme est en crise, le travail social l'est aussi. Et d'aucuns n'hésitent pas à voir un lien entre les deux. Interroger la place du syndicalisme dans le travail social, c'est aussi, au-delà du constat, une façon de réfléchir aux enjeux d'une possible réappropriation de l'outil syndical et, derrière le pessimisme apparent, une manière pour les uns comme pour les autres, de refuser l'évidence de s'avouer vaincus.

## Des salariés différents des autres ?

À première vue, syndicalisme et travail social, ça ne va de soi. Car qui dit syndicat, dit patronat. Une approche d'emblée jugée peu compatible avec le milieu associatif et la fonction publique, où l'expression de la lutte des classes sur ces terrains professionnels semble moins qu'ailleurs avoir sa place. Et bien que dans « travailleur social », il y ait « travailleur », les professionnels expriment « une vieille gêne », voire « une forme de culpabilité » à se présenter comme tel, à parler « force de travail » et à se sentir des salariés comme les autres. « C'est normal, dans l'imaginaire collectif, le travailleur social est un peu l'héritier des bonnes sœurs et des curés ; quelqu'un dont il paraît presque naturel qu'il aide bénévolement son prochain », remarque Didier Kunst, ancien éducateur, qui exerce depuis une vingtaine d'années comme formateur et comme conseiller prud'homal à Marseille. De fait, l'entrée « revendication salariale », sujet emblématique de la question syndicale s'il en est, n'est pas des plus plébiscitées par les travailleurs sociaux. « L'entrée vers le syndicalisme ne se fait jamais sur

*« L'entrée vers le syndicalisme ne se fait jamais sur des questions de salaires, mais quasiment toujours vers la défense des missions »*



Le 25 juin, à l'appel de syndicats et de collectifs, 1500 professionnels du social ont manifesté à Paris pour défendre la spécificité de leurs métiers. — © J. PLANTET

des questions de salaires, mais quasiment toujours vers la défense des missions », souligne Benjamin Poiret, permanent syndical Supap-FSU à Paris. « Le moteur des luttes, c'est toujours vis-à-vis de nos publics. Même quand les revendications portent sur nos conditions de travail, c'est toujours dans la perspective de pouvoir bien faire notre boulot », confirme Nicolas Gaillard.

### Le travail social en déficit syndical

Si tout porte à croire que la culture syndicale est difficilement soluble dans les valeurs du travail social, il est pourtant une génération qui peut témoigner du contraire. « À l'époque, travail social et syndicalisme formaient presque un tout. Il y avait une forme de symbiose. L'un comme l'autre étaient porteurs d'un projet de société et visait à l'émancipation sociale. On considérait le travail social comme un acquis, avec la notion que, comme tout acquis, il était à défendre », atteste Daniel Clérembaux, responsable FSU au conseil départemental de la Haute-Vienne, sorti de l'école d'éducateur en 1982 et syndiqué « dès le début, car ça allait de soi ». Un avis partagé par Benjamin Poiret : « Une majorité des salariés étaient sinon adhérents, au moins sympathisants. » Une adhésion au syndicalisme qualifiée de « quasi-culturelle ». « À la nuance près, par rapport à d'autres secteurs, que le syndicalisme était davantage vécu comme un appui, une aide, une philosophie, que comme un moyen de défense », estime Didier Kunst, qui se souvient, jeune professionnel, l'avoir découvert « de manière sereine et importante ». « À cette

## « Réinventer un syndicalisme de lutte »

**Nicolas Gaillard**, ancien éducateur et délégué syndical, aujourd'hui formateur à la Scop d'éducation populaire politique L'Orage

« Le syndicalisme, c'est ce qui m'a mis en route, ce qui m'a politisé. Je me souviens d'avoir été surpris de la facilité avec laquelle on pouvait utiliser les droits sociaux. Dès qu'on a ouvert notre section syndicale, d'entrée de jeu on a eu droit à des heures de délégations, à des jours de formation, etc. Rien que pour ces droits, c'est un outil qui a du potentiel, qui est puissant. Après, il faudrait arriver à réinventer un syndicalisme de lutte proposant et qui aspire à la transformation sociale. En ce sens, je trouve les méthodes d'éducation populaire politique particulièrement adaptées. J'ai eu l'occasion, par exemple, d'animer une formation avec un syndicat du secteur social sur la question de la participation, la façon de réinvestir le débat public. Il y avait une grève programmée dans le stage. Plutôt que de faire comme d'habitude – manifester de la gare à la mairie avant de se dire au revoir en regrettant qu'il n'y ait pas eu plus de monde –, on leur a proposé de se transformer en « porteurs de parole ». On a donc pris un grand carton et on a marqué dessus quelque chose de politique. La question c'était : « Est-ce que le travail c'est la santé ? ». On s'est mis dans la rue avec un carton, une phrase, et plein de gens sont venus discuter avec nous. » ●

*« Quand on en arrive au point de devoir expliquer que le syndicalisme n'est pas un ennemi, on a quand même l'impression d'avoir touché le fond »*

époque, les interlocuteurs des organisations syndicales étaient souvent des cadres qui avaient eux-mêmes suivis un parcours syndical. Le vocabulaire, les préoccupations étaient les mêmes du côté des salariés, des militants délégués ayant mandats et des personnes aux postes de direction. » De ce point de vue-là, la donne a changé. Car, autant les travailleurs sociaux se sont éloignés des syndicats, autant leurs employeurs se sont rapprochés des logiques gestionnaires et managériales chères au corps patronal. « Le moins que l'on puisse dire, c'est qu'on ne fait plus partie de la même famille », lâche Didier Kunst. L'élu au conseil de prud'hommes de Marseille est bien placé pour constater les effets délétères que cette évolution

peut avoir : « Dans certaines structures, le harcèlement est quasiment utilisé comme un outil de gestion du personnel alors qu'il n'existait que très peu quand les syndicats et les instances représentatives du personnel avaient encore du poids dans les boutiques. »

### Reconstruire les représentations

Un peu comme le travail social peut se retrouver à gérer les conséquences de l'exclusion sociale plutôt qu'à en prévenir les causes, le syndicalisme aujourd'hui « fait office d'ambulance ». « Les gens s'en saisissent quand ils rencontrent un problème avec souvent la surprise de découvrir que, quand même, ça leur sert un peu », ironise Didier Kunst. Ici comme ailleurs, le syndicalisme n'est pas exempt d'idées reçues. Et parmi elles, l'inutilité figure en bonne place. « Pour les gens, les syndicats ne représentent plus ni une force de proposition, ni une solution. On entend beaucoup qu'ils sont impuissants – dans le meilleur des cas – ou complices – dans le pire », constate Elsa Guillaudot. Des réactions que cette maître de conférence en sciences politiques connaît bien pour les observer à chaque fois qu'elle emploie le terme dans ses cours au département carrières sociales de l'UT 2 de Grenoble. « J'interviens aussi dans un institut qui forme des cadres de santé. Cette année, ils m'ont carrément demandé de faire une intervention spécifique sur le syndicalisme, pour essayer de déconstruire les représentations; ils ne pouvaient plus prononcer le mot "syndicat" en cours sans susciter, au mieux, des soupirs et, au pire, des réactions beaucoup plus violentes. Quand on en arrive au point non pas de redorer le blason du syndicalisme mais à devoir expliquer qu'il n'est pas un ennemi, on a quand même l'impression d'avoir touché le fond. » Pour elle, à l'évidence, ces a priori relèvent avant tout d'un manque de culture générale. « Dans les programmes, à aucun moment la culture du conflit n'est valorisée. On ne revient pas suffisamment sur l'histoire des luttes, des mouvements sociaux. » Conséquence : « La plupart des salariés sont bien incapables de dire quels sont les champs du possible de leurs représentants syndicaux. » Le lien avec les conventions collectives, les bourses du travail, l'éducation populaire, la sécurité sociale ? « Pour pas mal de monde, tout cela ne veut plus rien dire », observe aussi Didier Kunst. « Quand je dis à mes étudiants en travail social que je vais leur parler des organisations syndicales, certains osent me répondre "Mais nous, monsieur, on ne fait pas de politique" », explique ce formateur en droit du travail. Un mélange des genres qu'Elsa Guillaudot associe au prisme des médias. « On traite les responsables syndicaux comme des personnalités politiques. On leur fait les mêmes reproches, avec ce même discours autour de l'argent plus ou moins détourné, à des fins privées. En témoigne, par exemple, la manière dont ont été traitées certaines affaires récentes sur » suite page 28

## « Être reconnus comme travailleurs sociaux est une lutte en soi »

Collectif CGT Insertion Probation – [www.cgtspip.org](http://www.cgtspip.org)

Monté fin novembre 2014, notre collectif regroupe une quarantaine de syndicats CGT au sein des services pénitentiaires d'insertion et de probation avec la volonté de créer un outil syndical au plus proche des terrains et des services », explique Sarah Silva-Descas, l'une des sept secrétaires nationales. « On a voulu poser une démarche qui permette à chacun de pouvoir s'exprimer, souligne son homologue Delphine Colin, et on a fait le choix de ne pas avoir un secrétaire général, pour ne pas être dans la culture du chef. » Fabienne Titet, également secrétaire nationale, parle, elle, d'« un syndicat d'idéologie ». Pour elle, « les collègues renouent d'autant plus avec cette dimension politique qu'on est dans une recherche d'identité professionnelle ». « C'est notre cheval de bataille, reprend Sarah Silva-Descas. Syndicalisme et travail social, ça nous parle beaucoup. Pour nous, c'est déjà une lutte en soi de faire reconnaître les SPIP comme des travailleurs sociaux et défendre l'idée que ce sont les méthodologies du travail social qui doivent être enseignées, développées et approfondies dans nos services. Le syndicalisme permet de rappeler nos bases idéologiques, théoriques et de conforter le sens de notre métier face à une administration qui cherche à encadrer et formater nos méthodologies d'intervention de façon extrêmement stricte en considérant que notre activité n'est pas assez visible, pas assez crédible par rapport aux autorités publiques. C'est dangereux parce que ça amène toujours plus d'uniformité dans le travail, de risque de déqualification et d'usure professionnelle. » ●

**SANTÉ SOCIAL**  
MÉTIER & SERVICES AUX USAGERS  
**EN DANGER**

TOUTES & TOUS  
**EN GRÈVE**  
**LE 25 JUIN**

FÉDÉRATION DE LA SANTÉ, DU SOCIAL  
ET DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES



Tracts syndicaux pour la manifestation du 25 juin 2015

## « La forme syndicale était une première au sein de l'école »

Lucie Herblin, membre du Syndicat interprofessionnel des travailleurs en formation dans le secteur social et médico-social (SITF).

« Ce syndicat a été créé il y a trois ans par des élèves en première année de formation d'éducateur spécialisé. Il y avait déjà eu des collectifs d'étudiants, mais la forme syndicale était une première. Au départ, les relations avec l'école ont été un peu compliquées. Il a fallu un temps d'adaptation. C'est au niveau du statut, surtout, que ça n'a pas été simple. En tant qu'étudiants, on ne pouvait prétendre qu'à un statut d'association syndicale. Et par le fait d'être une association, on aurait dû avoir les mêmes droits que d'autres au niveau de la communication, de la transmission, mais ça a bloqué sur certains points, comme avec la distribution de tracts ou de newsletters qui ne pouvaient se faire au sein de l'organisme. Ça a pris du temps, mais l'idée a fini par être bien acceptée et petit à petit on a gagné une certaine légitimité. C'est vrai qu'au départ, le syndicalisme me semblait plus logique sur un terrain professionnel. Mais cette sensibilisation à l'outil m'est apparue d'autant plus pertinente que nos métiers sont complètement liés aux politiques sociales en vigueur. Ça m'a permis de comprendre aussi que beaucoup de problématiques concernant la prise en charge de nos publics étaient en prise directe avec nos conditions de travail. En trois ans de formation, on a le temps de s'intéresser à tout ça, alors qu'une fois sur le terrain, on risque d'être vite pris par le quotidien. » ●

## « Un processus qui renforce la position des employeurs »

Michel Chauvière, sociologue, directeur de recherche au CNRS/CERSA

« Avant 1966, les syndicats employeurs n'existaient pas dans le secteur des établissements et services pour personnes inadaptées et handicapées. À l'époque, il avait fallu en créer à la hâte à partir des principaux mouvements associatifs. Aujourd'hui, si on constate un affaiblissement du syndicalisme salarié, à l'inverse, on assiste à un processus qui renforce la position des employeurs, à commencer par le rapprochement de leurs syndicats qui s'est opéré ces dernières années et qui devrait aboutir prochainement à la constitution d'un syndicat unique dans ce secteur avec la fusion de la Fegapei et du Syneas. Les employeurs se sont également rapprochés des diverses composantes regroupées sous le label commun de l'économie sociale et solidaire. Derrière ce parapluie "de n'importe quoi", ils se donnent une identité qui renforce leur capacité à peser et à taper du poing sur la table. Parallèlement, les pouvoirs locaux s'en sont mêlés puisqu'on a eu deux actes de décentralisation qui ont largement concerné le secteur social. Les présidents de conseils généraux ont récupéré à la fois tout le secteur public des assistantes sociales et mis sous pression le monde associatif, non pas sous l'angle des ressources, mais des résultats, avec toute la boîte à outils actuelle autour de l'évaluation. Avec les appels d'offres, les associations historiques sont devenues des opérateurs pour le compte des collectivités locales. Elles développent des stratégies d'entreprise pour récupérer des parts de gâteau et se mettent en ordre de bataille pour répondre à cette nouvelle gestion de mise en concurrence généralisée. La conséquence, c'est qu'un système qui était équilibré – avec la convention collective 66 – ne fonctionne plus. À l'origine, c'était un ménage à trois, avec des salariés, des employeurs qui n'en étaient pas vraiment puisque leurs ressources étaient des capitaux publics, et l'État. Aujourd'hui c'est un ménage à deux. L'État commande et les associations – devenues opérateurs – répondent, gagnent, perdent, disparaissent, se recomposent. Au milieu de tout cela, la tendance pour les professionnels est de perdre leur référence métier pour devenir de la main d'œuvre et une variable d'ajustement. On voit se profiler une sorte de déqualification, de déprofessionnalisation lente. Au nom de l'usager, on exige le meilleur et, au nom de la bonne gestion, le moins coûtant. Cherchez la variable d'ajustement, c'est la masse salariale. D'où les réactions de groupements informels, tel que le collectif Avenir Éducs et les syndicats qui essaient de trouver leur place là-dedans. Ce sont deux fers au feu, mais du point de vue de la gestion des carrières, de la négociation des avantages, des conventions collectives, des plans de formations, ce sont les groupements organisés qui prennent le dessus, et pas les autres, qui n'ont pas d'existence sociale reconnue. Au final, ce fractionnement ne donne pas beaucoup de force alors que les employeurs eux sont regroupés. Il n'y a pas de mouvement spontané chez eux, ils sont tous encartés. » ●

## « On observe une réappropriation de l'outil du fait que le travail social comme les politiques sociales sont menacés »

suite de la page 26 *les frais relatifs à la réfection de tel ou tel appartement. Cela ne fait que conforter certaines idées reçues qui voient le syndicaliste comme un planqué, soupçonné d'avoir cherché, par son engagement, tel passe-droit ou telle protection.* » Et cette remise en doute de la sincérité de l'action en dit long sur la crise de représentativité qui touche aussi les syndicats et que déplore Nicolas Gaillard, pointant « l'entreprise constante de dénigrement et de mépris de l'action syndicale, le côté "tous pourris", qui participe de la déqualification du syndicalisme », bien loin de « servir les intérêts du salariat ». Ce n'est pas la lecture de l'édito du *Monde Diplomatique*, en date du mois d'avril, qui va convaincre du contraire. Dans ce texte intitulé *Éloge des syndicats*, Serge Halimi, directeur de ce journal, revient sur une étude du FMI : « Selon ses économistes, "une moitié environ" du creusement des inégalités que les libéraux préfèrent traditionnellement attribuer à des facteurs impersonnels (mondialisation, technologies, etc.) découlerait du déclin des organisations de salariés. Doit-on s'en étonner ? Quand le syndicalisme, point

d'appui historique de la plupart des avancées émancipatrices, s'efface, tout se dégrade, tout se déplace. » « Les syndicats sont là, comme un marteau, rouillé peut-être, mais toujours à portée de main. Qu'on s'en saisisse. » Pour le militant syndical Daniel Clérembaux, qui observe aujourd'hui « une réappropriation de l'outil du fait que le travail social comme les politiques sociales sont menacés », ce vœu formulé par François Ruffin, auteur de *La lutte des classes*, est en passe de devenir réalité. Signe de cette prise de conscience, « tous les collectifs, les réseaux et les petites assos que l'on voit se monter un peu partout. Cette espèce de comète, c'est un réveil des travailleurs sociaux et notamment des plus jeunes qui n'ont pas forcément eu besoin de lutter au début de leur carrière. » Pour la politologue Elsa Guillaud, l'apparition de ces collectifs « va aussi de pair avec la tendance globale d'un rejet a priori de tout ce qui est de l'ordre de l'institutionnel, incluant la crainte des appareils – ressentis comme lourds, bureaucratiques, antidémocratiques –, et qui fait qu'on préfère aller rechercher une alternative dans des micro-initiatives soi-disant non institutionnelles ». « On avait une certaine fascination pour les appareils et un culte de l'organisation qui était très fort, témoigne Daniel Clérembaux. Les jeunes ont moins d'intérêt pour ça, mais je pense que c'est ponctuel. On y était très attachés, parce qu'on savait qu'avoir des réunions régulières, des congrès, des assemblées générales, élire des gens, c'était très important pour installer le rapport de force dans le temps. »

## « Le syndicalisme, c'est aussi ce qu'on en fait »

**Muriel Bombardi**, assistante sociale au conseil départemental de Seine-Saint-Denis (en partance), syndiquée depuis vingt ans

« Quand j'ai commencé, j'avais 22 ans et je ne connaissais rien au syndicalisme. J'étais engagée sur certaines luttes, contre l'apartheid en Afrique-du-Sud ou le racisme, mais sans plus. Même la notion de service public ne m'évoquait rien. À l'époque de ma formation, il y avait eu la lutte des assistantes sociales, en 1991. Mais je ne m'y étais pas attachée parce que je ne voyais pas le rapport avec le droit des gens que l'on accompagne. Je me suis syndiquée parce que mes collègues l'étaient. Sans réfléchir. C'est seulement quand j'ai commencé à me former politiquement, et que j'ai pris conscience d'un certain nombre de choses, que j'ai décidé de m'impliquer et que ça a pris tout son sens. Aujourd'hui, quand des jeunes collègues me disent qu'elles ne veulent pas se syndiquer parce qu'elles n'en ont pas le temps, je leur réponds de commencer par cotiser, par adhérer et qu'elles verront après. Le syndicalisme, j'ai découvert que c'est aussi ce qu'on en fait, même sans avoir de mandat. Quand on devient assistant social, qu'on pratique le travail social et qu'on voit ces injustices au quotidien, je ne vois pas comment ne pas devenir militant. » ●

### Prendre conscience

« Plus on comprend la refonte des métiers du social, le contexte politique, économique, et plus on comprend qu'il y a une forme de solidarité entre les conditions de travail et la qualité du travail, qui au départ n'était pas forcément évidente pour nous. Peut-être aussi que c'est ce besoin de synthèse qui fait naître des collectifs et des formes intermédiaires », observe Sylvère Cala, éducateur fraîchement diplômé et membre du collectif Avenir Éducs. « On a pas mal de gens qui nous ont rejoints autour des valeurs, autour de l'accompagnement, de la rencontre avec l'autre, ajoute Gabrielle Garrigue, formatrice et porte-parole du même collectif. Là, l'élan s'est fait assez facilement. Ce qui est intéressant, c'est qu'aujourd'hui on fait le chemin inverse en réalisant l'importance d'avoir des conditions de travail décentes pour permettre aux professionnels de bien accompagner l'autre. » À l'évidence pour elle, l'action d'un collectif ne peut pas suppléer celle d'un syndicat, mais c'est aussi une façon de donner un coup de pied dans la fourmilière. « Est-ce que ce n'est pas finalement aujourd'hui la mission des collectifs que de s'interroger sur le réinvestissement des syndicats tout en incitant ces derniers à insuffler plus de souplesse dans leur action, ce qui permettrait à chacun de s'y retrouver ? »

Linda Maziz



Échanger sur le sens du métier, discuter des pratiques, des logiques à l'œuvre dans le travail social, développer des stratégies, des résistances, telle est la vocation de cette réunion mensuelle.

## À la CNT, de l'engagement et des débats

Le syndicat anarchiste organise dans son local parisien une réunion ouverte à tous les travailleurs sociaux chaque deuxième jeudi du mois. Reportage.

« **S**i demain, je veux qu'il n'y ait plus personne à la rue, ce n'est pas en étant éducateur spécialisé dans une association que je vais y arriver.

C'est en étant au syndicat, à réfléchir à une stratégie qui permette une transformation de la société. » Ce soir-là, ils sont une dizaine de travailleurs sociaux présents à la réunion organisée comme chaque deuxième jeudi du mois par la Confédération nationale du travail (CNT) Santé-social et Collectivités territoriales de la région parisienne. Autour de la table, des hommes, des femmes, des jeunes professionnels et des vieux briscards. Aucun n'a souhaité être cité personnellement. « Au boulot, certains d'entre nous s'affichent comme anarcho-syndicalistes, d'autres non. » On aurait pu changer les prénoms, mais ce n'est pas qu'une question d'anonymat. « L'analyse que l'on fait de la question syndicale et du rapport au travail social, peu importe qui le dit, son âge, son statut et son lieu de travail. C'est une parole que l'on porte collectivement. » Et à l'évidence pour un anarchiste, le syndicalisme ne peut se résumer à la défense du salariat. « Ici, on ne se bat pas pour rester esclave mais pour être libre ! » Et être libre, ce n'est pas faire n'importe quoi. « C'est tout sauf ça. L'anarchie, c'est l'ordre moins le pouvoir. » Une

utopie ? « Ceux qui nous critiquent sur nos postures ne connaissent souvent même pas le système politique et économique dans lequel ils vivent. Nous on le connaît par cœur et c'est bien pour ça qu'on est capable de le démonter point par point. »

### « Une éducation qui émancipe les gens »

Développer la réflexion, l'argumentation, c'est justement la vocation de cette réunion mensuelle ouverte à tous les travailleurs sociaux, qu'ils soient ou non adhérents CNT. « C'est un espace de rencontre, d'échange. Là, on a prévu de parler de la réforme des métiers du social, mais sinon, il n'y a pas vraiment d'ordre du jour. On parle de la spécificité de nos métiers, de la manière dont on voit notre boulot. On réfléchit aux questions d'évaluation, à nos pratiques, aux accompagnements, détaille l'un d'eux. « Qui est-ce qu'on éduque ? Comment on éduque ? » Nous on défend une éducation qui émancipe les gens et qui, par principe, ne peut pas prendre forme dans un rapport de domination. Là où c'est compliqué, c'est que dans nos boulots, on a parfois l'impression d'être payé à les contrôler. » Et justement, l'un d'eux peut témoigner d'une situation récemment vécue sur son lieu de travail. « Un jour, à propos des conseils de vie sociale, ma directrice explique en avoir marre de la fausse représentativité. Formidable, j'en profite pour monter un atelier avec nos résidents. Parmi eux, deux veulent bien s'occuper de l'animation. La réflexion se fait avec eux, on écrit le projet ensemble. La première chose que ma directrice me dit, c'est : "dans ton écrit tu parles de rapport horizontal entre les résidents et les professionnels et ça, ce n'est pas possible". C'est dans ce genre de limite que se manifeste le contrôle de l'institution. »

### « S'il n'y a pas d'investissement personnel, ça n'a pas de sens »

« Le fait de se retrouver, de discuter, ça nous aide à y voir plus clair, à construire des stratégies. Ça nous donne des arguments pour résister à certaines situations », ajoute une autre, qui voit le syndicalisme « un peu comme une école ». « L'autogestion ne s'apprend pas dans des bouquins, ça se vit. » Il y a des syndicats où on peut adhérer sans s'engager. « Pas à la CNT. S'il n'y a pas d'investissement personnel, ça n'a pas de sens. Nous on n'a pas de mandat. On prend sur notre temps personnel pour faire vivre cette réunion, pour nous former, animer une émission de radio ou organiser un débat. La CNT ne vit que parce qu'il y a des gens qui la font vivre. Ça demande de l'énergie, des compromis. Dans la société dans laquelle on est, on est habitué à ce que l'on fasse tout à notre place, on nous demande peu ou pas notre avis. Appeler à une autre société ne suffit pas. A l'intérieur de la CNT, dès maintenant, on met en place ce que l'on dit. » En somme pour se syndiquer ici, « il faut vraiment avoir envie de faire bouger les choses ».

L.M.

Entretien avec Christine Garcette

# « L'École normale sociale a formé des syndicalistes avant d'y former des assistantes sociales »

Le syndicalisme est intimement lié à l'histoire du travail social et à sa professionnalisation. C'est ce qu'a pu découvrir Christine Garcette, lors d'une recherche historique menée sur l'École normale sociale (ENS).

## Quelle a été la genèse de cette recherche ?

Quand j'ai commencé à travailler à l'École normale sociale (ENS), je me suis intéressée à l'histoire de cette école fondée en 1911 par Andrée Butillard et Aimée Novo. Aux archives, j'ai découvert un enseignement très pressant de ces femmes qui se sont battues pour faire entendre que la charité et l'action sociale, ce n'était pas pareil et que la formation était une nécessité. Qu'est-ce qu'il leur a donné cette intuition, la force de l'exprimer et de la mettre en place pour que, cent ans après, l'école existe toujours ? C'est dans le courant du catholicisme social et du syndicalisme féminin que j'ai trouvé des réponses puisque j'ai appris à mon grand étonnement que cette école avait formé des syndicalistes avant d'y former des assistantes sociales. J'ai d'ailleurs pu en rencontrer quelques-unes, dont certaines avaient participé à la création de la CFTC.

*À l'époque les syndicats faisaient partie des oeuvres sociales*



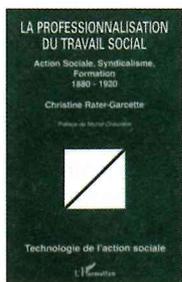
Assistante sociale, vice-présidente et présidente de l'ANAS de 1996 à 2001, formatrice en travail social et co-animatrice du Réseau national sur l'histoire du travail social.

## Vous aviez donc envie de savoir ce qui avait permis de dépasser une conception très charitable de l'action sociale et pourquoi on avait eu le souci de professionnaliser l'intervention sociale ?

La séparation de l'Église et de l'État notamment a obligé à faire cette distinction. J'ai découvert que cette réflexion-là s'est faite essentiellement par des femmes mais aussi qu'elle s'est faite par le biais d'une encyclique, *Rerum Novarum*, publiée en 1891, qui a fait figure de « Bible » pour plusieurs générations d'assistantes sociales. Il y avait dans ce texte un message fort du Vatican d'incitation à l'action sociale et syndicale, les deux étant intimement liées. Cet appel a été entendu par un certain nombre de femmes qui se sont réclamées du catholicisme social, à la fois dans un but d'émancipation personnelle, puisqu'elles cherchaient une autonomie que le droit civil ne leur donnait pas, mais aussi parce qu'elles étaient convaincues que l'action syndicale pouvait amener une autre façon d'intervenir.

## Comment cette action syndicale s'est-elle concrétisée ?

À côté des syndicats dits révolutionnaires, d'autres formes de syndicalisme émergeaient. Notamment dans le cadre du catholicisme social s'est développé le syndicalisme chrétien à l'origine de la CFTC. C'est dans ce cadre qu'est né un syndicalisme féminin, dans lequel les femmes essayaient de se faire une place, de réclamer des droits, et notamment des droits en tant que femmes. À l'époque les syndicats faisaient partie des œuvres sociales. Un syndicat, quel qu'il soit, mettait en place des mutuelles, des coopératives, aidait les salariés confrontés à la maladie, intervenait sur la question du logement, faisait de l'apprentissage...



La professionnalisation du travail social - Action Sociale, Syndicalisme, Formation 1880-1920, Christine Garcette, éd. L'Harmattan.

C'était une action extrêmement vaste que l'on va d'ailleurs ensuite retrouver dans les premières interventions des travailleuses sociales. C'est donc dans ce triple courant-là, du catholicisme social, du syndicalisme et du féminisme que des femmes se sont emparées de cette question et notamment Andrée Butillard et Aimée Novo, qui s'étaient formées à l'action syndicale au tout début du xx<sup>e</sup> siècle.

### Avec le syndicalisme, viennent aussi les luttes?

Oui, il y avait des appels à la grève, des manifestations, des opérations de boycott. Elles arrivaient à obtenir des résultats tout a fait concrets. Ces femmes avaient un sens inné de ce que l'on appellerait aujourd'hui le marketing social. Elles passaient autant de temps à agir qu'à écrire, à faire des conférences et à intervenir sur le plan politique. Dans les années 1900-1910, elles étaient très en lien avec des parlementaires, faisaient des rapports à un certain nombre d'hommes politiques. Par exemple, le premier salaire minimum en France, celui des ouvrières à domicile, est directement lié à l'action des travailleuses sociales engagées à l'ENS. Ce sont elles qui ont réalisé l'enquête, qui ont porté le rapport et le projet de loi jusqu'à son vote en juillet 1915.

### Comment l'ENS fonctionnait-elle?

À ses débuts, l'École normale avait des promotions divisées en deux avec des termes tout à fait originaux pour désigner les élèves. Celles qu'on appelait les propagandistes, c'était les ouvrières, celles à qui on donnait des cours le soir et le dimanche pour leur enseigner le calcul, la sténo mais aussi leur apprendre l'expression orale. Andrée Butillard les emmenait faire des conférences pour qu'elles expliquent la condition d'ouvrière et pourquoi elles étaient au syndicat. Les promotrices, quant à elles, étaient issues d'un milieu plus aisé. On leur demandait de se servir de leurs « réseaux sociaux », de leur argent, de leur éducation, de leur temps pour promouvoir l'idée syndicale. Après la première guerre mondiale, Andrée Butillard a quitté l'école et créé en 1925 l'Union féminine civique et sociale (UFCS) qui a eu son heure de gloire au moment du droit de vote des femmes, tout en restant en lien avec l'ENS qu'Aimée Novo a dirigée pour qu'elle devienne petit à petit une école d'assistantes sociales. Les syndicats féminins ont continué dans l'entre-deux guerre et puis ça a complètement disparu.

### Pourquoi tout cela a-t-il été oublié?

Le côté catholicisme social, c'est un peu gênant, ce n'était pas forcément de bon ton de parler de tout cela, on était très vite taxé de paternalisme. Et puis, par le passé, on a plutôt cherché à oublier ou à faire oublier que l'appartenance confessionnelle avait eu un rôle important au début du travail social. On vou-

## HISTOIRE DE L'ENS



lait s'affirmer comme professionnelle et surtout pas comme dame d'œuvres. On ne connaissait pas l'histoire et on a tout confondu. C'est dommage. On retrouve un peu dans l'histoire du féminisme, mais pas beaucoup. Pourtant toutes ces grandes idées sur la défense des droits, l'action collective parce que l'individuel ne suffit pas, la prévention parce que le curatif ne suffit pas, le fait qu'il faut être porteur d'un projet de société et l'affirmer haut et fort, tout ça était déjà présent. Quand je vois que dans un programme de formation en 1912 il y avait des cours de formation à la prise de parole, je me demande pourquoi cela n'y figure plus. Et après on se plaint que les travailleurs sociaux n'arrivent pas à se faire entendre...

Propos recueillis par L. M.

#### LIEN SOCIAL SUR LES RÉSEAUX SOCIAUX

flashez découvrez suivez partagez likez tweetez

